

ASSOCIATION INITIATIVE BEZIERS OUEST HERAULT
Siège social : ZAC MERCORENT 132 RUE MARQUIS DE LA PLACE
34500 BEZIERS
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2024

ASSOCIATION INITIATIVE BEZIERS OUEST HERAULT
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2024

Aux membres de l'association

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION INITIATIVE BEZIERS OUEST HERAULT relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Principes comptables audités : rappelés dans l'annexe, nous avons pu apprécier leur caractère approprié ainsi que leur correcte application,
- Estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes : l'exercice sous examen n'a pas donné lieu à des estimations comptables significatives,

- Présentation d'ensemble des comptes : les informations figurant dans les états annuels contribuent de manière satisfaisante à la présentation d'une image fidèle de la société au 31/12/2024.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Président et dans les documents adressés aux membres, sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Béziers le 10 Juin 2025

Le commissaire aux comptes

DELON CHRISTOPHE



Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques,mat. et outillage indus.	8 868	8 868		
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts	584 555	59 534	525 021	607 509
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	593 423	68 402	525 021	607 509
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés				
	Autres créances	1 438		1 438	44 722
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				4 110
	DISPONIBILITES	583 193		583 193	461 107
	Charges constatées d'avance	305		305	427
	TOTAL (II)	584 936		584 936	510 366
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		1 178 359	68 402	1 109 958	1 117 874
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				525 021	607 509
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					



Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>	718 738	728 517
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	131 232	125 099
	Report à nouveau	161 261	134 630
	Résultat de l'exercice	(16 798)	12 756
	Total des fonds propres	994 433	1 001 001
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables	92 466	97 196
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs Droits des propriétaires Ecart de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	92 466	97 196
	Total des fonds associatifs	1 086 899	1 098 197
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges	8 839	7 557
	Total des provisions	8 839	7 557
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 757	2 670
	Dettes fiscales et sociales	11 462	9 450
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	14 220	12 120
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		1 109 958	1 117 874
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(16 798,17)	12 755,69
(1) Dont à moins d'un an		14 220	12 120
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

ENGAGEMENTS DONNES



Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	5 992	5 444
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	110 329	134 056
	Dons		
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	6	8
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges		336
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	116 327	139 844
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	26 596	21 054
	Impôts, taxes et versements assimilés	455	400
	Rémunération du personnel	78 350	67 960
	Charges sociales	28 944	23 570
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations		
	Dotation aux provisions	1 282	198
	Autres charges	39	1 716
	Total des charges d'exploitation	135 668	114 899
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(19 341)	24 945
Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	4 048	22 582
	Intérêts et produits financiers	14 745	8 230
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations	14 322	27 617
	Intérêts et charges financières	1 600	14 974
	2 - RESULTAT FINANCIER	2 871	(11 779)
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	(16 470)	13 167
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles		
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL		
	Impôts sur les sociétés	328	411
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	TOTAL DES PRODUITS	135 119	170 656
	TOTAL DES CHARGES	151 918	157 901
	EXCEDENT ou DEFICIT	(16 798)	12 756
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS		
	Bénévolat	32 350	38 800
	Prestations en nature	7 400	7300
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services	7 400	7 300
	Personnel bénévole	32 350	38 800

INITIATIVE BEZIERS OUEST HERAULT

132 RUE MARQUIS DE LAPLACE
ZAC MERCORENT

34500 BEZIERS

ANNEXES

Aux comptes annuels présentées en Euro

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024



Préambule

Notre association Initiative Béziers Ouest Hérault est l'une des 205 plateformes associatives locales réparties sur tout le territoire métropolitain et outremarin formant le réseau Initiative France, le premier réseau associatif d'accompagnement et de financement d'entrepreneurs. Notre réseau de service d'intérêt économique général se fixe comme mission de contribuer à la réduction de la fracture sociale et territoriale en se mettant à l'écoute et au service des entrepreneurs, des territoires et du développement de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et de la cohésion sociale.

Au cœur de la raison d'être de notre association et de son réseau, figurent l'accompagnement et le financement de créateurs d'entreprise et d'entrepreneurs grâce à des prêts d'honneur personnels, sans intérêts et sans garantie permettant à ces derniers la mobilisation d'autres dispositifs -notamment bancaires- de soutien aux TPE et PME.

Pour réaliser sa mission, notre association s'appuie en particulier sur, d'une part, des collaborateurs professionnels compétents, et d'autre part, un réseau de bénévoles forts de leur expérience entrepreneuriale qui offrent aux porteurs de projets un accompagnement personnalisé, amont et aval au financement accordé par un comité d'agrément bienveillant regroupant des professionnels.

Notre association comme tout le réseau Initiative France est engagée dans un processus de qualité grâce à :

- Une Charte d'éthique (devenu code déontologique en 2025, présenté à l'AG 2024 d'IF), un référentiels « métier », un système de qualification, une certification ISO 9001 de la tête de réseau,
- L'assistance de ses organisations régionales et des services de sa tête de réseau,
- La participation à l'Université à Lyon,
- Le projet associatif et éthique du réseau.

Concrètement, sur l'exercice 2024, notre plateforme a organisé 17 comités d'agrément et expertisé 63 projets (1 projet est passé 2 fois en comité).

Sur fonds propres de l'association, il a été présenté 43 projets dont 37 ont été validés correspondant à 265 425 € de prêts d'honneur sur 49 contrats de prêt à la personne accordés ; 6 projets comprenant un prêt d'honneur ont été refusés.

Le comité a également accordé 5 prêts « initiative Occitanie Transmission » (IOT) pour un montant de 40 000 €.

Le comité a aussi agréé par délégation de fonds Banque Publique d'Investissement 46 PHCR-Bpi (prêt d'honneur création reprise de Bpi) adossés au prêt d'honneur local pour 190 495 €.

Et toujours sur fonds BPI, 31 entreprises correspondant à 39 PHS-Bpi (pour 211 240 € engagés) ont été engagé pour des créateurs / repreneurs issus de public demandeur d'emploi, jeunes....

Enfin, IBOH a engagé les fonds du nouveau Prêt d'Honneur Quartier de Bpi pour 21 000€ correspondant à 3 prêts pour 2 entreprises.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 109 957,67 €.

Le résultat net comptable est un déficit de -16 798,17 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.



1- Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.



2- Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions :

- Du Plan Comptable Général : règlement de l'autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2024-02 du 5 juillet 2024, homologué par arrêté ministériel du 20 décembre 2024, modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014
- Des normes comptables des personnes morales non commerçantes à but non lucratif : règlement ANC 2023-01 du 12 mai 2023, homologué par arrêté ministériel le 26 décembre 2023, modifiant le règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018
- Des normes comptables et financières spécifiques arrêtées par le réseau Initiative France suite à l'entrée en vigueur du règlement ANC n° 2018-06

Les comptes annuels sont établis avec sincérité dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- permanence des méthodes sous les réserves 2024 mentionnées ci-après,
- indépendance des exercices
- continuité d'exploitation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.



La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Créances :

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale et font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Subvention :

Pour la convention entre la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée et notre association portant sur la période 2022-2024, nous avons reçu le 28 novembre 2024 un montant de 43 079 €. Cette subvention s'élève pour la période à 172 318 € sur la base d'une dépense éligible de 344 636 € TTC mais nous ne connaissons le montant définitif qu'à l'issue de la période triennale.

Indemnités de fin de carrière :

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

Indemnités de licenciement :

L'association a décidé de provisionner le montant correspondant à l'indemnité de licenciement dans ses comptes.

Contributions volontaires :

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Les contributions en travail sont valorisées aux tarifs de 50 € de l'heure.

Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché. Par prudence les coûts minima ont été retenus.



3 - Notes sur le bilan actif

3.1 - Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	8 868			8 868
Immobilisations financières	656 768	173 120	245 333	584 555
TOTAL	665 636	173 120	245 333	593 423

L'état des prêts décaissés à l'actif du bilan se présente ainsi :

Le montant brut des prêts décaissés au 31/12/2024 s'élève à un montant de 593 423 € contre 656 768 € au 31/12/2023.

Sur l'exercice 2024, 38 prêts ont été décaissés pour un montant de 172 620 € dont :

- 28 prêts pour un montant de 131 450 € accordés en 2024
- 10 prêts pour un montant de 41 170 € accordés en 2023

3.2 – Amortissements et provisions

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
TOTAL I				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL II				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	8 868			8 868
Emballage récupérables et divers				
TOTAL III	8 868			8 868
Immobilisations financières	49 259	14 322	4 047	59 534
TOTAL IV	49 259	14 322	4 047	59 534
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	58 127	14 322	4 047	68 402



Sur l'exercice 2024,

- il y a des reprises de provision utilisées sur 1 prêt pour un montant de 1 600,00 €
- il y a des reprises de provision non utilisées sur 9 prêts pour un montant de 11 221,84 €

Les prêts sont provisionnés sur le montant net de garantie selon la règle suivante :

- Plus de 3 et jusqu'à 6 impayés : 50%
- Plus de 6 impayés : 75%
- En redressement judiciaire ou liquidation de bien ou dossiers en contentieux : 100%
- En cas de cessation d'activité : 100%

3.3 - Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	584 555	254 197	330 358
Autres créances			
Créances de l'actif circulant :			
Créances usagers			
Autres créances	1 438	1 438	
Charges constatées d'avance	305	305	
TOTAL	586 298	255 940	330 358

3.4 - Répartition de la trésorerie (NIF)

Au 31/12/2024, la trésorerie (hors intérêts courus) se décompose ainsi selon la méthode préférentielle préconisée par la Norme Initiative France :

trésorerie	31/12/2024
	Montant
trésorerie sur prêt	419 958
trésorerie fonctionnement	148 295
TOTAL	568 253

3.5 - Montant des engagements financiers (NIF)

Au 31/12/2024, le montant des prêts accordés par le comité d'agrément mais non décaissés n'est pas comptabilisé mais figure parmi les engagements hors bilan. Il s'élève au 31/12/2024 à un montant de 133 975 € pour 21 prêts.

3.6 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	
TOTAL	



4 - Notes sur le bilan passif

4.1 - Fonds propres

FONDS PROPRES AVANT ET APRES AFFECTATION DU RESULTAT

	exercice clos le 31/12/24 avant affectation de résultat 2024	Affectation du résultat aux réserves et ou au report à nouveau	Affectation des pertes et provisions sur prêts d'honneur en diminution des apports	Affectation fonctionnement prêt	Après affectation
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES:					
FONDS PROPRES					
Fonds associatifs sans droit de reprise	718 739				716 135
10240000 APPORTS SANS DROIT DE REPRISE (1)	935 465				935 465
10294100 PROV. APPTS SANS DROIT DE REPRISE	-37 179		-6 649		-43 828
10294200 PERTES APPTS SANS DROIT DE REPRISE	-179 547		4 045		-175 502
Réserves	131 232				145 649
10640000 RESERVES FONDS DE PRÊT	131 232	14 417			145 649
Report à nouveau	161 261				141 920
11000000 REPORT A NOUVEAU SD CRED	161 261	-19 341			141 920
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS					
-Fonds associatifs avec droit de reprise					
Apports	92 466				83 196
10340000 APPORTS AVEC DROIT DE REPRISE (2)	124 665				124 665
10394100 PROV. APPTS AVEC DROIT DE REPRISE	-12 079		-3 625		-15 704
10394200 PERTES APPTS AVEC DROIT DE REPRISE	-20 120		-5 645		-25 765
Résultats sous contrôle de tiers financeurs					
Sous-total		-4 924	-11 874	0	
Résultat de l'exercice	-16 798	4 924	11 874	0	0
TOTAL (I)	1 086 900	0	0	0	1 086 900

(1) Suivi des apports reçus sans droit de reprise :

-Apports sans droit de reprise au 31/12/23 : 922 965

-détail des apports reçus en 2023 7 000

-Banque Populaire du Sud 1 500

-CIC Sud Ouest 1 500

-Crédit Agricole 2 500

-Crédit Mutuel 1 500

-Apports sans droit de reprise au 31/12/24 : 929 965



La variation des fonds propres sur l'activité prêt peut se résumer ainsi (NIF) :

- Fonds de prêts sans droit de reprise au 31/12/2024 : 718 738 € soit une variation de -9 778 € par rapport à l'exercice précédent,
- Fonds de prêts avec droit de reprise au 31/12/2024 : 92 466 € soit une variation de -4 730 € par rapport à l'exercice précédent.

La quote-part des fonds propres, affectable au fonctionnement de la plateforme, se présente ainsi (NIF) :

fonds propres fonctionnement	31/12/2024
	Montant
réserves	0
report à nouveau	161 261
sous-total	161 261
résultat fonctionnement	-19 341
TOTAL	141 920



4.2 - Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation s Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	7 557	1 282		8 839
TOTAL (II)	7 557	1 282		8 839
TOTAL GENERAL (I+II)	7 557	1 282		8 839
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		1 282		
- financières				
- exceptionnelles				

4.3 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	2 757	2 757		
Dettes fiscales et sociales	11 462	11 462		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance				
TOTAL	14 219	14 219		



4.4 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	2 757
Dettes fiscales et sociales	6 821
Autres dettes	
TOTAL	9 578



5 - Notes sur le compte de résultat**5.1 - Concours publics et subventions**

- Montant des concours publics et subventions reçues (ANC 2018-06)

concours publics subventions	2024			2023		
	concours publics	subventions exploit.	subventions investis.	concours publics	subventions exploit.	subventions investis.
Union Européenne						
Etat (NACRE)						
Conseil Régional		43 079			70 806	
Intercommunalités		67 250			63 250	
autres						
TOTAL		134 056			134 056	



5.2 - Décomposition du compte de résultat par activité

Répartition du résultat 31/12/2024			
	Béziers Ouest Hérault Initiative		
	Fonds	Fonctionnement	
Produits			
Subventions :			
-Collectivités		110 329,00	
-Dispositif Emplois francs			
Expertise BPI PHCR		5700,00	
Reprise provision	4 047,50		
Reprise pour risques & charges			
Produits financiers	14 745,07		
Participation aux frais	291,54		
Total Produits	19 084,11	116 029,00	135 113,11
Charges			
Charges externes	291,54	26 337,90	
Frais de personnel		107 749,66	
Dotations Amortissements			
Dotations Provisions	14 321,84		
Dotations pour risques & charges		1 282,34	
Frais financiers	328,00		
Perte sur prêt d'honneur	1 600,00		
Perte sur subvention			
Total Charges	16 541,38	135 369,90	151 911,28
Résultat 2024	2 542,73	-19 340,90	-16 798,17
Part de résultat à imputer/apports	-11 874,34		-11 874,34
Résultat restant à affecter	14 417,07	-19 340,90	-4 923,83
Excédent antérieurs	131 232,26	161 260,59	292 492,85
Affectation fonctionnement/prêt			0,00
Excédent cumulés	145 649,33	141 919,69	287 569,02
Apports fonds de prêts reçus en 2024	5 500,00		
Apport reçus antérieurement	1 054 630,39		
Capitalisation au 31/12/2024	1 060 130,39		



5.3 - Contributions en nature (ANC 2023-01)

CNV	2024
<i>contributions</i>	
dons en nature	
prestation en nature	7 400
bénévolat	32 350
TOTAL	39 750
<i>charges</i>	
secours en nature	
m-à-d gratuite de biens	
commodat (prêt)	
prestation en nature	7 400
personnel bénévole	32 350
TOTAL	39 750

Les informations concernant les mises à disposition de biens ou de personnel sont évaluées et transmises par les donateurs à partir des coûts enregistrés dans leur propre comptabilité.

Le bénévolat est quantifié grâce :

- aux feuilles de présences remplies lors des différentes réunions comme les réunions des comités d'agrément, des diverses commissions techniques ou comités ad hoc

Le bénévolat est évalué sur la base de 50 € de l'heure comme en 2023.



6 - Autres informations

6.1 - Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

- Néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

- Néant

6.2 - Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 2 079 €.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 62 ans
- le taux de rotation du personnel : 10% dégressif jusqu'à 50 ans
- le taux moyen d'augmentation des salaires
- le taux d'actualisation retenu : 2 % (inflation comprise)
- l'augmentation annuelle des salaires : 1,50 % constant
- la table de mortalité utilisée est la table TG 05
- le taux moyen des charges sociales : 45 %

6.3 - Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre de l'indemnité pour licenciement s'élève à la clôture de l'exercice à 6 760 €.



6.4 - Effectif moyen

L'effectif moyen est exprimé en ETP (équivalent temps plein) et comprend les mises à disposition des personnes et les bénévoles concourant à l'activité.

effectif	2024
cadres	2,00
non cadres	
sous total	
personnel m-à-d facturé	
personnel m-à-d CVN	
sous-total	
bénévolat	0,36
TOTAL GENERAL	2,36

6.5 - Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à :

honoraire CAC	31/12/2024
certification des comptes	2 572
autres missions	
TOTAL	2 572



ASSOCIATION INITIATIVE BEZIERS OUEST HERAULT
Siège social : ZAC MERCORENT 132 RUE MARQUIS DE LA PLACE

34500 BEZIERS

Rapport spécial du commissaire aux comptes
sur les conventions réglementées
Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31/12/2024

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées – Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2024

Mesdames, Messieurs les membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Béziers Le 10 juin 2025

CHRISTOPHE DELON

Commissaire aux Comptes

